

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Exceptions à l'interdiction du recours à la force interétatique

Colette-Basecqz, Nathalie; Delhaise, Elise

Published in:

Penser, écrire et interpréter le droit

Publication date:

2022

Document Version

le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Colette-Basecqz, N & Delhaise, E 2022, Exceptions à l'interdiction du recours à la force interétatique. dans *Penser, écrire et interpréter le droit: liber amicorum Xavier Thunis*. Collection de la Faculté de droit de l'UNamur, Larcier , Bruxelles, pp. 597-606.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Exceptions à l'interdiction du recours à la force interétatique

Nathalie COLETTE-BASECQZ

Professeure extraordinaire à l'UNamur

Directrice du centre de recherche « Vulnérabilités & Sociétés »

Avocate au barreau du Brabant wallon

et

Élise DELHAISE

Docteure en sciences juridiques et chargée d'enseignement à l'UNamur

Membre du centre de recherche « Vulnérabilités & Sociétés »

Introduction

Nous avons choisi d'aborder une question relevant du droit international pénal en lien avec le régime des exceptions, cher à Xavier et qui nous a donné l'occasion de riches échanges avec lui.

Le thème fait aussi écho à la triste actualité de la guerre en Ukraine et témoigne de la complexité et de la fragilité de ce droit exposé à de vives pressions d'ordre politique et diplomatique.

Parmi les branches du droit des conflits armés, il convient de distinguer, notamment, le *jus ad bellum* (règles encadrant le déclenchement et la poursuite d'hostilités armées) et le *jus in bello* (dispositions régissant la conduite des parties au conflit durant les hostilités)¹. La présente contribution se concentrera sur le *jus ad bellum*, posant le principe de l'interdiction du recours à la force interétatique. Nous reviendrons dans un premier temps sur ce principe pour évoquer ensuite ses deux exceptions. Nous aborderons, dans un troisième temps, l'infraction de crime d'agression et

¹ E. DAVID, *Principes de droit des conflits armés*, Bruxelles, Bruylant, 2019, p. 67.

clôturerons enfin nos propos par quelques considérations relatives aux sanctions internationales susceptibles d'être mises en œuvre en cas de non-respect des règles du *jus ad bellum*.

SECTION 1. – Principe : interdiction du recours à la force interétatique

L'interdiction du recours à la force interétatique est consacrée par l'article 2.4 de la Charte des Nations Unies : « [l]es Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies ».

SECTION 2. – Exceptions à l'interdiction du recours à la force interétatique

La Charte des Nations Unies admet deux exceptions au principe de l'interdiction du recours à la force interétatique :

- la mise en œuvre du Chapitre VII de la Charte ;
- la légitime défense des États.

§ 1. Mise en œuvre du Chapitre VII de la Charte

Le chapitre VII de la Charte des Nations Unies est relatif aux menaces contre la paix, à la rupture de la paix et aux actes d'agression. Il instaure le cadre dans lequel le Conseil de sécurité peut prendre des mesures coercitives.

Aux termes de l'article 39 de la Charte, le Conseil de sécurité constate l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression et fait des recommandations ou décide quelles mesures seront prises conformément aux articles 41 et 42 pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

§ 2. Légitime défense des États

En vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies, « [a]ucune disposition de la [...] Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales ». Cette disposition consacre le droit, pour les États, à la légitime défense, individuelle ou coalisée, face à un acte d'agression ou l'imminence d'un tel acte.

Plusieurs conditions doivent être réunies afin de pouvoir exercer cette légitime défense. Tout d'abord, l'État l'invoquant doit apporter la preuve de l'existence d'un acte d'agression ou de l'imminence d'un tel acte ainsi que la preuve de son imputabilité à un État. Ensuite, son objectif doit être de mettre fin aux effets de l'acte d'agression et doit donc cibler l'État « agresseur » et ses éventuels alliés. De plus, la légitime défense doit s'arrêter dès que les objectifs sont remplis. Enfin, la réaction doit être nécessaire, proportionnée et immédiate².

Précisons que, toujours selon l'article 51 de la Charte, « [l]es mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales ».

La légitime défense constitue donc bien une véritable exception à l'interdiction du recours à la force entre États car, dans ce cas, le recours à la force est considéré comme licite³.

² D. CUMIN, *Manuel du droit de la guerre*, Bruxelles, Bruylant, 2020, pp. 54-55.

³ O. CORTEN, *Le droit contre la guerre*, 2^e éd., Paris, Pedone, 2014, p. 654.

SECTION 3. – Acte d’agression et crime d’agression

§ 1. Acte d’agression dans la Charte des Nations Unies

L’acte d’agression n’est pas défini dans la Charte des Nations Unies⁴, mais a fait l’objet d’une définition par l’Assemblée générale des Nations Unies le 14 décembre 1974⁵.

La définition de l’agression adoptée par l’Assemblée générale est la suivante :

Article premier

« L’agression est l’emploi de la force armée par un État contre la souveraineté, l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique d’un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies, ainsi qu’il ressort de la présente Définition ».

Article 2

« L’emploi de la force armée en violation de la Charte par un État agissant le premier constitue la preuve suffisante à première vue d’un acte d’agression, bien que le Conseil de sécurité puisse conclure, conformément à la Charte, qu’établir qu’un acte d’agression a été commis ne serait pas justifié compte tenu des autres circonstances pertinentes, y compris le fait que les actes en cause ou leurs conséquences ne sont pas d’une gravité suffisante ».

Article 3

« L’un quelconque des actes ci-après, qu’il y ait eu ou non déclaration de guerre, réunit, sous réserve des dispositions de l’article 2 et en conformité avec elles, les conditions d’un acte d’agression :

- a) L’invasion ou l’attaque du territoire d’un État par les forces armées d’un autre État, ou toute occupation militaire, même temporaire, résultant d’une telle invasion ou d’une telle attaque, ou toute annexion par l’emploi de la force du territoire ou d’une partie du territoire d’un autre État;
- b) Le bombardement, par les forces armées d’un État, du territoire d’un autre État, ou l’emploi de toutes armes par un État contre le territoire d’un autre État;

⁴ E. POURCEL, « Interdiction du recours à la force, où en est-on ? », *Revue Défense nationale*, 2017/8, p. 48.

⁵ Résolution 3314 (XXIX) du 14 décembre 1974 des Nations Unies sur la définition de l’agression, disponible en ligne à l’adresse <http://www.derechos.org/nizkor/aggression/doc/aggression37.html>.

- c) Le blocus des ports ou des côtes d'un État par les forces armées d'un autre État;
- d) L'attaque par les forces armées d'un État contre les forces armées terrestres, navales ou aériennes, ou la marine et l'aviation civiles d'un autre État;
- e) L'utilisation des forces armées d'un État qui sont stationnées sur le territoire d'un autre État avec l'accord de l'État d'accueil, contrairement aux conditions prévues dans l'accord ou toute prolongation de leur présence sur le territoire en question au-delà de la terminaison de l'accord;
- f) Le fait pour un État d'admettre que son territoire, qu'il a mis à la disposition d'un autre État, soit utilisé par ce dernier pour perpétrer un acte d'agression contre un État tiers;
- g) L'envoi par un État ou en son nom de bandes ou de groupes armés, de forces irrégulières ou de mercenaires qui se livrent à des actes de force armée contre un autre État d'une gravité telle qu'ils équivalent aux actes énumérés ci-dessus, ou le fait de s'engager d'une manière substantielle dans une telle action ».

Article 4

« L'énumération des actes ci-dessus n'est pas limitative et le Conseil de sécurité peut qualifier d'autres actes d'actes d'agression conformément aux dispositions de la Charte ».

Article 5

1. Aucune considération de quelque nature que ce soit, politique, économique, militaire ou autre, ne saurait justifier une agression.
2. Une guerre d'agression est un crime contre la paix internationale. L'agression donne lieu à responsabilité internationale.
3. Aucune acquisition territoriale ni aucun avantage spécial résultant d'une agression ne sont licites ni ne seront reconnus comme tels ».

Article 6

« Rien dans la présente Définition ne sera interprété comme élargissant ou diminuant d'une manière quelconque la portée de la Charte, y compris ses dispositions concernant les cas dans lesquels l'emploi de la force est légitime ».

Article 7

« Rien dans la présente Définition, et en particulier l'article 3, ne pourra en aucune manière porter préjudice au droit à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance, tel qu'il découle de la Charte, des peuples

privés par la force de ce droit et auxquels fait référence la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les États conformément à la Charte des Nations Unies, notamment les peuples qui sont soumis à des régimes coloniaux ou racistes ou à d'autres formes de domination étrangère; ainsi qu'au droit de ces mêmes peuples de lutter à cette fin et de chercher et de recevoir un appui, conformément aux principes de la Charte et en conformité avec la Déclaration susmentionnée ».

Article 8

« Dans leur interprétation et leur application, les dispositions qui précèdent sont liées entre elles et chaque disposition doit être interprétée dans le contexte des autres dispositions ».

Notons, au demeurant, que l'analyse de cette définition de l'agression, telle qu'elle a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, met en lumière les échappatoires offertes aux États par les réserves des articles 2 et 3⁶.

§ 2. Crime d'agression dans le Statut de Rome

Le crime d'agression est un des quatre crimes de droit international pénal relevant de la compétence matérielle de la Cour pénale internationale, incriminé à l'article 8*bis* du Statut de Rome. Celui-ci a été introduit par la Résolution RC/Res.6 relative au crime d'agression, adoptée lors de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de Kampala⁷. La définition du crime d'agression se fonde explicitement sur la Résolution 3314 de l'Assemblée générale des Nations Unies⁸.

Le crime d'agression doit s'entendre comme « la planification, la préparation, le lancement ou l'exécution par une personne effectivement en mesure de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État, d'un acte d'agression qui, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constitue une violation manifeste de la Charte des Nations Unies ».

Revenons brièvement sur les éléments constitutifs de ce crime ainsi que sur son entrée en vigueur.

⁶ J. VERHAEGEN, *Le droit international pénal de Nuremberg. Acquis et régressions*, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 166.

⁷ Résolution RC/Res.6 relative au crime d'agression, adoptée lors de la 13^e séance plénière de la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale de Kampala du 11 juin 2010.

⁸ J. FIERENS, *Droit humanitaire pénal*, Bruxelles, Larcier, 2014, p. 227.

A) Éléments constitutifs

Trois éléments constitutifs doivent être réunis afin de constituer un crime d'agression : élément matériel, élément contextuel et élément moral.

Tout d'abord, l'auteur du crime d'agression doit avoir planifié, préparé, déclenché ou commis un acte d'agression, défini comme « l'emploi par un État de la force armée contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre État, ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies ». L'article 8*bis* du Statut de Rome liste plusieurs exemples d'actes d'agression : l'invasion du territoire d'un autre État, le bombardement du territoire d'un autre État, le blocus des ports ou des côtes d'un autre État...

Ensuite, cet acte d'agression doit, par sa nature, sa gravité et son ampleur, constituer une violation manifeste de la Charte des Nations Unies. Ce caractère « manifeste » de la violation doit s'interpréter de manière objective⁹.

Enfin, l'auteur doit commettre le crime avec intention et connaissance, au sens de l'article 30 du Statut de Rome. De plus, il doit avoir connaissance des circonstances de fait qui avaient établi, d'une part, l'incompatibilité d'un tel recours à la force armée avec la Charte des Nations Unies et, d'autre part, une telle violation manifeste de la Charte des Nations Unies¹⁰.

B) Entrée en vigueur

Les articles 15*bis* et 15*ter* du Statut conditionnent l'exercice de la compétence de la Cour concernant un crime d'agression aux deux préalables suivants :

- l'écoulement d'un an après la ratification ou l'acceptation des amendements par 30 États parties ;
- l'adoption d'une décision prise après le 1^{er} janvier 2017 à la majorité des deux tiers des États parties¹¹.

⁹ Éléments des crimes, art. 8*bis*, Introduction, n° 3.

¹⁰ Éléments des crimes, art. 8*bis*, n°s 4 et 6.

¹¹ « par la même majorité d'États Parties que celle requise pour l'adoption d'un amendement au Statut », visée à l'article 121 du Statut.

La première condition a été remplie le 26 juin 2016, avec la trentième ratification d'un État partie (la Palestine) alors que la Résolution requise en tant que deuxième condition a été adoptée le 14 décembre 2017¹². Le déclenchement de la compétence de la Cour a été fixée au 17 juillet 2018.

SECTION 4. – « Sanctions » internationales

§ 1. Mesures imposées par le Conseil de sécurité des Nations Unies

Les sanctions pouvant être imposées par le Conseil de sécurité sont énoncées au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies. Préalablement à leur mise en œuvre, le Conseil de sécurité doit constater, en vertu de l'article 39, l'existence d'une menace contre la paix, d'une rupture de la paix ou d'un acte d'agression. Le Conseil de sécurité dispose alors de quatre possibilités de réactions face à l'une de ces trois situations :

- formuler des recommandations ;
- inviter les États à se conformer aux mesures provisoires qu'il juge nécessaires ou souhaitables (art. 40 Charte) ;
- décider de mesures n'impliquant pas le recours à la force armée, telles que, par exemple, l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radioélectriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques (art. 41 Charte) ;
- décider du recours à la force armée si les mesures précédentes se révèl(ai)ent inadéquates (art. 42 Charte).

§ 2. Peines prononcées par la Cour pénale internationale

La Cour pénale internationale n'est compétente que pour connaître des crimes commis par des personnes physiques, à l'exclusion des personnes morales et, par conséquent, des États (art. 25, 1°, Statut de Rome). Concernant le crime d'agression, peuvent seuls être reconnus pénalement responsables au sens de l'article 25, les personnes effectivement en mesure

¹² Résolution ICC-ASP/16/Res.5 relative au déclenchement de la compétence de la Cour à l'égard du crime d'agression, adoptée à la 13^e séance plénière de l'Assemblée des États parties 2016-2017, le 14 décembre 2017.

de contrôler ou de diriger l'action politique ou militaire d'un État (art. 25, 3^o*bis*, Statut de Rome). Dans quelles situations la Cour peut-elle exercer sa compétence ? Quelles sont les peines applicables ?

A) Exercice de la compétence

La Cour peut exercer sa compétence, en vertu de l'article 13 du Statut, dans trois situations :

- une situation déferée au procureur par un État partie ;
- une situation déferée au procureur par le Conseil de sécurité des Nations Unies, en vertu du Chapitre VII de la Charte ;
- lorsque le procureur ouvre d'initiative une enquête.

Concernant le renvoi d'une situation par un État partie, il convient d'épingler plusieurs particularités propres au crime d'agression, énoncées à l'article 15*bis* du Statut.

Tout d'abord, pour pouvoir ouvrir une enquête, le procureur doit préalablement vérifier que le Conseil de sécurité a constaté l'existence d'un acte d'agression.

Ensuite, la Cour peut exercer sa compétence lors de la commission d'un crime d'agression par un État partie, sauf si celui-ci a effectué une déclaration auprès du greffier visant à ne pas accepter la compétence de la Cour.

Enfin, la compétence de la Cour est exclue pour les crimes d'agression commis par les ressortissants ou sur le territoire d'un État non partie.

B) Peines

En vertu de l'article 77 du Statut de Rome, la Cour peut prononcer, à titre principal, une peine d'emprisonnement de 30 ans maximum ou une peine d'emprisonnement à perpétuité si l'extrême gravité du crime et la situation personnelle du condamné le justifient. Elle peut également prononcer deux peines accessoires : une peine d'amende et/ou la confiscation des profits, biens et avoirs tirés directement ou indirectement du crime.

Conclusion

La réalité du terrain démontre les limites et les défaillances de ce droit international pénal. La question de la responsabilité de protéger est d'une acuité particulière en cette période où l'ordre mondial est menacé par l'agression de la Russie et la guerre qu'elle a déclenchée en Ukraine.

Par ailleurs, le *jus ad bellum* est de plus en plus influencé par le *jus in bello*. Comme d'aucuns l'ont fait observer, « certains invoquent des arguments tirés de la violation du *jus in bello* pour justifier une intervention dite humanitaire au titre du *jus ad bellum* ou “déqualifier” un acte de légitime défense »¹³.

En marge des deux cas de recourir à la force armée autorisés par la Charte des Nations Unies, il est légitime de se demander si la décision d'autoriser une opération armée ne peut pas se fonder sur la notion de responsabilité de protéger, qui est une nouvelle manière de concevoir l'intervention humanitaire¹⁴. Il y a lieu, certes, de rester prudent dans le maniement de cette notion. Le retard de la communauté internationale à agir pourrait être qualifié d'abstention de porter secours à personnes en péril grave. Cela étant, il faut éviter les dérives de certains États qui s'appuieraient sur cette notion pour mener des opérations armées poursuivant un tout autre objectif¹⁵. La pratique internationale est à cet égard en pleine évolution.

Pour terminer cette contribution par une note d'espoir, nous pouvons constater que nous disposons d'un corps de règles de nature à assurer une protection contre la criminalité de guerre. Encore faut-il qu'il existe une volonté politique de les appliquer dans le respect des principes élémentaires d'humanité que doit défendre la communauté internationale.

¹³ J. D'ASPREMONT et J. DE HEMPTINNE, *Droit international humanitaire*, Paris, Pedone, 2012, p. 17 et pp. 355-370.

¹⁴ N. BLAISE, *R2P et intervention humanitaire. Peut-on [ou comment] dépasser la volonté politique du Conseil de sécurité ?*, Limal, Anthemis, 2017, pp. 28-31.

¹⁵ J. VERHAEGEN et Ch. HENNAU-HUBLET, *Droit pénal général*, 3^e éd., mise à jour avec le concours de D. SPIELMANN et A. BRUYNDONCKX, Bruxelles, Bruylant, 2003, p. 506.